



Trois semaines de blocus. Trois semaines où le nombre de lycées mobilisés n'a fait qu'augmenter à Paris, mais également en banlieue et sur l'ensemble de la France. Les universités sont occupées, bloquées et investies de différentes manières par les étudiantEs, mais aussi par les travailleurSEs.

A nouveau, les flics empêchent de manifester et ils n'ont pas hésité, cette semaine, à frapper des jeunes devant leurs lycées et dans les manifestations.

Les médias évincent la question des mobilisations et des violences policières, prouvant encore qu'ils sont alliés avec le gouvernement. Ce dernier fait d'ailleurs son propre blocus pour éviter que soient diffusées, via internet, les images du jeune agressé par des policiers.

Les bureaucraties syndicales et les organisations de gauche se sont contenté de débattre pour obtenir des « concessions » déjà prévues dans la stratégie gouvernementale, et non de contester cette mesure pour ce qu'elle est : une régression historique de nos droits sociaux, ainsi qu'une atteinte à la dignité de toutes les personnes qui vont être soumises à des pressions plus grandes et de nouvelles galères.

Les modifications de cet avant projet de loi ont fait beaucoup de bruit... pour pas grand-chose puisque le fond reste le même : les accords d'entreprise primeront sur les conventions collectives, les accords collectifs et le code du travail, mais aussi sur les contrats de travail. Les visites médicales sont réduites à l'aptitude du salarié au travail. Les 35 heures sont toujours dans le collimateur, La rémunération des heures supplémentaires à la baisse et à l'appréciation de l'employeur, etc

Le plus important pour nous tous et toutes est d'abolir le salariat et tout leur système capitaliste mortifère!

Le 31 et après, bloquons les usines, les administrations, les routes, les lycées et les facultés, bloquons les lieux gestionnaires de la finance Gapençaise pour bloquer l'économie et exiger le retrait de cette loi rétrograde.

Il y a urgence à amplifier la mobilisation et à nous organiser pour continuer le mouvement, si nous ne voulons plus que nos existences se limitent à travailler, cotiser puis crever!
Car une journée de blocage est loin d'être suffisante, débordons les bureaucraties syndicales qui nous mènent en bateau, pensons des actions et une organisation réellement indépendante des structures classiques de la politique et construisons une grève s'étalant sur la durée.

Pour que l'émancipation des travailleuses et des travailleurs soit l'œuvre des travailleuses et des travailleurs elles/eux mêmes,

**NI ETAT
NI PATRON
AUTOGESTION!!**



**CHANGER DE GÉRANT
NE SERT A RIEN !**



Quel traitement la loi travail nous réserve t-elle encore?

→ Le tarif des heures supplémentaires peut être diminué de 5 fois sur simple accord d'entreprise.

→ L'augmentation 10h à 12h de travail par jour sur simple accord

→ De nouvelles possibilités de licenciement arbitraire

→ Sur simple accord d'entreprise, on pourra travailler jusqu'à 46h.



Union des Travailleuses
et Travailleurs Antiautoritaires
utta@riseup.net



www.calucha.lautre.net
calucha@calucha.lautre.net